

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Comment-l-Argentine-peut-payer-la-dette-au-FMI-pour-recuperer-son-autonomie-economique-sequestree>

Comment l'Argentine peut payer la dette au FMI pour récupérer son autonomie économique séquestrée.

- Argentine - Économie - Dette externe -
Date de mise en ligne : mercredi 29 décembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Cette question résume les étincelles des derniers jours. C'est Kirchner et non Lavagna qui médite sur la réforme de la charte Organique de la Banque Centrale, ce à quoi, évidemment, Redrado ne s'oppose pas. Mais cela aurait un sens seulement dans un programme de décrochage qui mettrait un terme aux conditions du Fonds et permettrait d'affirmer de manière permanente des mesures redistributives comme celles de ce mois.

L'hypothèse pour décrocher du FMI.

Il y a un point central sur lequel Kirchner et Lavagna n'ont pas de divergences : la tutelle du FMI est un boulet et s'en débarrasser est une condition minimale pour consolider la croissance macro-économique et essayer qu'un plus grand pourcentage de la population se retrouve au-dessus des scandaleux indicateurs de pauvreté et d'indigence, dus à la combinaison perverse entre la convertibilité menemiste et la méga dévaluation duhaldiste. Les différences commencent quand il s'agit d'avancer vers la libération de ce joug. L'autonomie nationale a été escamotée et le gouvernement sonne à toutes les portes, vidant tous les tiroirs avec désespoir pour réunir le montant du sauvetage. Le président et son ministre de l'Économie ont chacun leur propre idée sur la meilleure manière de faire, aucun d'eux accuse le moindre déficit d'auto-estime. Rien paraît indiquer, toutefois, que les étincelles des derniers jours mettent en danger la continuité de la société politique dont ils conservent le respect intellectuel et personnel réciproque, ce que n'ont jamais eu jamais, par exemple, Menem et Cavallo.

Fantasmagoría

Le conflit présumé entre Lavagna et le président de la Banque Centrale pour l'administration des réserves est une fantasmagorie inconsistante. Dans son dernier dialogue avec Kirchner, Alfonso de Prat Gay s'est interrogé sur la stratégie de négociation de Lavagna pour la dette publique en moratoire. "Ce n'est pas celle de Lavagna, c'est la mienne", lui a répondu le président, bottant en touche. La même chose se produit maintenant : C'est Kirchner (et non Redrado, ni Lavagna) qui médite sur la modification de la loi qui règle l'activité de l'autorité monétaire. Militant du pouvoir, Martín Redrado a été imposé, avant d'assumer les conditions auxquelles il devrait se conformer dans son exercice. Le mythe de l'autonomie de la banque Centrale a duré seulement jusqu'au dernier jour de la gestion de son prédécesseur et reste à lui donner une sépulture pieuse aussi dans les textes juridiques, qui fixent les règles du jeu.

La réforme de la charte Organique du BCRA est indispensable pour ferrailler avec le FMI dans des conditions moins inégales et seule l'émancipation de l'organisme multilatéral cessera d'opposer la défense de la valeur de la monnaie aux nécessités les plus élémentaires de la politique économique. Il s'agit de cercles vicieux superposés et il est impossible de casser l'un sans affecter l'autre. Tant Kirchner que Lavagna, le savent, et diffèrent dans le comment et le quand et, seulement peut-être, aussi dans le pour faire quoi. C'est seulement à ce critère d'occasion que Redrado s'est référé quand il a dit qu'il n'était pas nécessaire de retoucher à la charte Organique. "Pour le moment", lui restait-il à dire, comme le faisait son introducteur de la Rioja sur le marché politique quand il ne voulait pas montrer le jeu avant l'heure.

Acheter la liberté

Quand Kirchner a assumé, avec à peine 9000 millions de dollars de réserves et des obligations imminentes pour 6000, l'idée qu'étendre le défaut aux organismes multilatéraux était probable et disposait d'une certaine chance d'impunité. Il a suffi qu'on mentionne cette possibilité, pour que le Fonds accepte un accord ad hoc, nécessaire aux deux parties : l'Argentine lui payerait à la date prévue et l'organisme lui retournerait ensuite une quantité presque

équivalente. Le Fonds fut ainsi assuré d'un traitement meilleur que celui des détenteurs d'obligations. Durant l'année passée, depuis lors, le gouvernement s'est consacré à accumuler des réserves. D'une part, cela le fortifie, mais d'autre part cela le rend davantage passible de représailles, puisqu'il ne pourrait maintenant plus invoquer de manière convaincante l'état de nécessité qui était indiscutable alors.

Tous les tâtonnements essayés avec différents alliés éventuels, à l'intérieur et hors de la région, ont eu le même résultat décevant. Dans un monde unipolaire régi par une hyperpuissance, personne n'accompagnerait le geste isolé de l'Argentine. Le gouvernant qui céderait au volontarisme des consignes pourrait attirer sur le pays la punition que, depuis des années, on veut imposer à l'Argentine. La conclusion officielle a été qu'acheter la liberté oblige à payer le prix fort.

Pure Malte Thornton

Le 8 août, il y a déjà quatre longs mois, ce journal a révélé le projet officiel de rejeter les critères conditionnels du Fonds. En septembre, ce fut confirmé avec le retard de la révision des objectifs prévue pour septembre. La première idée en ce sens n'a pas été de Kirchner mais de Lavagna, qui a diffusé de manière officielle, la critique la plus vitriolée qu'un pays membre ait fait à propos de l'organisme en soixante ans d'existence. Le raisonnement, partagé des deux côtés de la rue Hipólito Yrigoyen, est que si l'Argentine avait suivi les recommandations du Fonds, elle serait dans une situation infiniment pire. L'exemple extrême est la recommandation du délégué du FMI, John Thornton, en faveur d'une nouvelle hyper-inflation qui liquéfierait les passifs, du style de celle que le FMI et Domingo Cavallo ont choisi en 1989 pour mettre un terme à tout indice d'autonomie nationale et contribuer à l'éducation présidentielle de Menem.

"Cela revenait à placer une bouteille de whisky sur la table d'un ex-alcoolique ", décrit un des fonctionnaires qui ont boudé ce Conseil empoisonné. Le Fonds ne s'est privé de rien. Contre les objectifs de son propre statut, lutter par un accroissement des prix au public des entreprises privatisées et une relache des projets régulateurs, c'est un agent des banques qui réclament les compensations pour la pesification asymétrique, il soutient qu'on doit améliorer l'offre faite aux créanciers de l'État, réclame des niveaux croissants d'excédent fiscal, met en question toute activité de l'État comme promoteur économique, exige une nouvelle loi sur la coparticipation fédérale qui délivrerait de nombreuses exigences des provinces envers la nation et tous les trois mois, il envoie une mission déstabilisatrice de tutorat avec ce monotone cahier des charges.

Il insiste aussi sur une appréciation substantielle du peso, de sorte qu'un dollar coûte non plus de 2.30 peso, très nécessaire pour transférer l'excédent à l'extérieur. La compétitivité de l'économie aurait chuté de plusieurs étapes, les niveaux d'activité (et d'emploi) se réduiraient à nouveau, la même chose pour les recettes fiscales. Il ne serait pas non plus possible de maintenir les retenues aux exportations agricoles et des hydrocarbures qui à défaut d'une réforme fiscale aujourd'hui financent la caisse étatique de manière plus régressive que d'habitude. Se plier à la contrainte du Fonds serait comme tomber dans l'abîme de la dolarisation et oublier même les plus modiques politiques d'investissement social ou en infrastructure.

Présomptions

Repousser la révision de septembre s'est soldé par les paiements de l'Argentine au Fonds sans la contrepartie du remboursement prévu par l'accord. Cela fut possible grâce à la situation fiscale exceptionnelle, qui est temporaire et étrangère au pouvoir de décision local. L'obsession de Kirchner pour accumuler des réserves (qu'il identifie avec l'autonomie) coïncide avec la nécessité de soutenir un taux de change élevé au moyen d'importants achats quotidiens. Ceci a fait que les réserves ont augmenté d'environ un milliard de dollars, malgré les paiements du capital et des intérêts au Fonds, et la croissance soutenue qui a dépassé les prévisions budgétaires et les annonces de fin d'année, qui impliquent le plus grand transfert direct de recettes de l'histoire, équivalent à 13% de la recette

Comment l'Argentine peut payer la dette au FMI pour récupérer son autonomie économique séquestrée

moyenne de tous les foyers. Le gouvernement a profité de la suspension de septembre pour faire voter le budget au Congrès sans s'occuper des exigences contractuelles du FMI, et les capacités de réaffectation des ressources présumées seront plus grandes que celles réglées. C'est une arme à double tranchant.

D'un côté, elle accroît les marges de manoeuvre du Pouvoir Exécutif face aux créanciers, de l'autre, elle diminue la qualité institutionnelle et introduit un facteur de caractère discrétionnaire qui contredit le discours républicain que le président répète à chaque occasion. Mais l'autre espoir était d'avoir signé en janvier l'accord avec un pourcentage élevé des détenteurs de bons en moratoire, ce qui ébrèche des réclamations du Fonds. Cette dernière présomption a été mise en pièces, quand l'ouverture de l'offre a subi un retard d'au moins de 50 jours et personne ne peut jurer que ce ne sera pas plus. Pour la première fois, en deux ans et demi de gestion, Lavagna a agi comme un italien de tempérament et non comme l'anglais autocontrôlé qu'il aime paraître.

Sans attendre que Kirchner revienne de son voyage au Costa Rica, il a dénoncé un complot gigantesque, qui inclut la commission de valeurs de l'Italie et le lobbyiste de ce pays Nicola Stock, au capitaliste de Citigroup Bill Rhodes, et à la Bank of New York, au président de l'Institut pour les Finances Internationales, Causes Dallara et à l'ex directeur général du FMI, Jacques de Larosière. Malgré une coalition défavorable tellement colossale, il a annoncé que la date de lancement de l'offre, le 29 novembre ne serait pas modifiée. Après avoir récemment signé le communiqué il a écouté les banques consultatives, dont l'avis a été moins dramatique, et le président, avec qui il a décidé de retarder l'opération pour ne pas ouvrir les flancs d'un point de vue légal de façon dangereuse en discriminant certains créanciers au bénéfice d'autres. Mais ceci implique qu'on devra aussi retarder la révision de janvier, ce qui signifiera de nouveaux paiements sans remboursement.

C'est-à-dire, l'annulation nette du capital et des intérêts (c'est un des objectifs du FMI par rapport à l'imprévisible Argentine) et sans que pour cela apparaissent à l'horizon des conditions insupportables qu'impose, comme juge et partie, le commissaire aux comptes-créancier. L'expérience du dernier trimestre montre qu'en n'écoutant pas les Conseils du FMI, il est possible de payer, de croître et de distribuer. Ceci indique un chemin aussi risqué que tentant.

Je n'y suis pas allé

Pendant que Lavagna préparait l'échange des bons, Kirchner explorait d'autres alternatives, avec des capitaux européens et asiatiques. Il l'a fait en marge des canaux institutionnels des ministères de l'Économie et des Relations Extérieures. L'idée principale consistait en un troc compliqué qui permettrait de payer la dette au Fonds dans les délais difficiles mais sans toucher aux réserves. Par le biais d'un porte-parole officieux, Lavagna a soutenu qu'il n'a pas été celui qui a informé à Washington de cette opération complexe. Le problème est qu'à la casa rosada personne ne l'a cru, parce que parmi les rares qui connaissent ces tractations personne plus que Lavagna n'avait accès au Fonds. La négociation incluait le paiement des échéances au FMI avec des titres du Trésor américain acquis non à son émetteur mais sur le marché secondaire, où ils seraient échangés contre des titres locaux. Ceux-ci, à leur tour, s'en soulageraient dans des conditions ultra souples : cinq années de tolérance, paiement d'intérêts à partir de la sixième, avec un taux d'à peine de 2% annuel, et le capital dû à partir de 2010.

Évidemment, le FMI a dit qu'il accepterait seulement de percevoir du cash. L'hypothèse selon laquelle l'Argentine puisse reverser au marché un milliard dans des bons du trésor américain, avec le risque de descendre son prix, a fait craquer les doigts d'anxiété dans plusieurs capitales. La dette argentine avec le fonds équivaut à un mois d'émissions du Trésor américain et, en de comptes, c'est le pays qui à la fin du 19^{ème} siècle a précipité avec ses opérations créatives une des pires crises financières dans la « Mecque » londonienne. Pour cette raison ou pour d'autres, jusqu'à présent l'opération ne s'est pas faite et c'est pour Kirchner une frustration équivalente à celle dont Lavagna a souffert à propos du retard dans l'échange de bons. Comme d'habitude, les conflits sont amplifiés quand les choses ne se terminent pas comme on le souhaite. Mais pour cela même tant Kirchner que Lavagna sont prêts à fermer les portes avec une plus grande délicatesse que celle que dans les derniers jours beaucoup d'intéressés ont

fait croire.

Payer avec ce qui est à nous

Comme ce qu'il y aurait du avoir n'a pas existé, il a considéré à nouveau le schéma original de payer avec ce nous appartient. Là entrent en jeu les réserves de la Banque Centrale, qui sont aujourd'hui de 19.200 millions de dollars et qui pourront atteindre 20.000 pendant les fêtes de fin d'année. La lettre organique de la Banque Centrale permet d'appliquer des réserves au paiement de dette, mais pas de les destiner à la construction des routes ou à l'augmentation des retraites. Par contre l'excédent fiscal est de libre disponibilité. Il s'ensuit que chaque fois qu'une échéance s'approche, le gouvernement veut recourir aux réserves et garder l'excédent disponible à d'autres fins. Mais ceci a une limite, fixée par la lettre organique de la Banque Centrale, pour maintenir un soutien élevé à la monnaie nationale. La lutte pour ces avances a perturbé la relation de Lavagna avec Prat Gay. Quand le ministre pense à la façon d'éviter cet article de la loi, il ne considère pas de limites, ni de délais, seulement décaler un obstacle au caractère discrétionnaire. Son idée est de retarder les échéances qui arrivent, payer ce qui est inéluctable et, une fois dégagée la négociation avec les détenteurs de bons, refinancer le reste.

Les prochains paiements au FMI, détaillés par année, sont les suivants, en millions de dollars :

- 2005 : 5245
- 2006 : 4258
- 2007 : 3523
- 2008 : 429
- 2005 : 5245
- 2006 : 4258
- 2007 : 3523
- 2008 : 429

Si au lieu d'annuler chaque échéance à la date convenue, on proposait un plan d'annulation, il serait peut-être possible de redistribuer d'une autre manière la charge de ces 13.455 millions de dollars. À l'heure actuelle ils pourraient être destinés à ce sauvetage à hauteur de 350 millions de dollars mensuels, sans l'imposition d'un nouvel ajustement. Cela impliquerait quelque 4200 millions de dollars la prochaine année, contre 2400 que la Banque Centrale peut avancer (12% sur les réserves de 20.000 millions). La différence ne paraît pas inaccessible. Quand ce projet de désendettement aura été avancé et sa faisabilité bien étudiée, il serait raisonnable de prendre en considération la possibilité de retoucher la lettre organique de la Banque Centrale, en augmentant le pourcentage des réserves dont le gouvernement pourrait disposer, seulement pour le délai indispensable pour satisfaire ce programme, pour payer exclusivement la dette au FMI et récupérer l'autonomie de décision nationale, et la possibilité aussi légale de ne pas prendre de nouveaux prêts de l'organisme. Le moment n'est pas arrivé, mais il s'approche.

Après le déluge

Par Horacio Verbitsky

Depuis la dernière année de la vie de Juan D. Perón jusqu'à aujourd'hui les revenus des 10% les plus riches de la population ont augmenté et ceux des 10% les plus pauvres ont baissé, dans les deux cas, un peu moins de la moitié. Entre 1974 et juin de cette année toutes les couches sociales ont perdu une partie de leur revenu, sauf 20% des plus riches, qui ont augmenté le leur. La critique de la convertibilité et du modèle néo-libéral menemiste, que le

président répète avec une grande acceptation dans chacune de ses sorties, à l'intérieur ou dans le Grand Buenos Aires, révèle la conscience généralisée des effets dévastateurs que cette politique a eus sur une société qui il y a trois décennies était encore la plus équitable que la Communauté sud-américaine. En revanche, on ne perçoit pas avec la même clarté comment s'est accentué ce processus à partir de la mega dévaluation duhaldiste, ce qu'on observe en comparant ce qui est arrivé depuis octobre 2001 jusqu'à juin de cette année. Les secteurs aux revenus les plus faibles sont tombés à nouveau et ceux de la couche supérieure ont augmenté. La différence est que durant, cette période ont aussi amélioré leur participation les secteurs moyens. Entre temps les secteurs privilégiés ont crû à un rythme en pourcentage par année plus fort que durant la décennie précédente, la chute de 10% des plus pauvres a été atténuée durant ces années par les plans d'assistance et les emplois au noir.

Depuis un demi - siècle, l'Argentine n'a pas un gouvernement qui veuille s'interroger sur la concentration des revenus entre peu de mains et défendre des politiques distributives, ce qui ne garantit pas le résultat. Les événements de décembre 2001 et janvier 2002 non seulement ont signifié une faillite institutionnelle grave, mais aussi l'effondrement énorme du revenu des secteurs les plus vulnérables, ce qui rend difficile de comprendre qu'on puisse les tenir comme une victoire populaire. À partir du pire moment, en 2002, pendant la gestion temporaire du sénateur Eduardo Duhalde, on a vu une reprise progressive de l'emploi (malgré un taux élevé de travail au noir et avec des rémunérations honteuses) et des pourcentages de population qui émergent au-dessus des lignes pauvreté et indigence.

Toutefois, les données préliminaires diffusées par l'INDEC de l'Enquête Permanente des foyers dans les agglomérations urbaines de l'Argentine indiquent que durant la première année du mandat de Kirchner, entre mai 2003 et juin de cette année, seules les couches moyennes ont amélioré leur part dans le revenu totale, tandis que les plus pauvres ont connu une perte significative de revenu. Ont aussi reculé beaucoup de ceux qui avaient les revenus les plus élevés, mais dans une proportion plus petite. Ceci indique des limites objectives à la politique en cours.

Si l'analyse montre au dernier semestre (décembre 2003 à juin 2004) le processus de concentration du revenu est devenu plus accentué. Toutes les couches sociales reculent, sauf les plus hautes, en particulier les 10% plus les riches.

La stagnation de la couche moyenne et la nouvelle détérioration dans la participation de la couche pauvre ont aggravé la différence entre riches et pauvres et la fracture entre les 10% plus riches et les plus pauvres dont le revenu est passé de 24.25 à 27.07 fois.

Le transfert de revenus annoncé la semaine passée améliorera ces relations. En décembre les personnes sous la ligne de pauvreté et dans l'indigence représentent 40% et 14% de la population respectivement, et la proportion entre les plus et les moins favorisés sera réduite de 27.1 à 19 fois. Ceci se produira seulement sur un mois, mais indique le type de mesures qui pourraient être généralisées sans la surveillance du FMI.

Página 12. Buenos Aires, 5 décembre 2004

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi